

DELIBERATION N° 81-16 DU 11 JUIN 1981
PORTANT APPLICATION DE LA CONVENTION-TYPE D'AIDE FINANCIERE
RELATIVE AU TRAITEMENT DES DECHETS DANS UN CENTRE CONVENTIONNE

Le Conseil d'Administration

- Vu le IVème Programme d'Intervention de l'Agence 1982-1986
- Vu le projet de convention-type

DELIBERE

Article unique : La convention-type d'aide financière relative au traitement de déchets dans un centre conventionné, telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération est approuvée.

Le Secrétaire
Directeur de l'Agence,



C. LEFROU

Le Président
du Conseil d'Administration,



R. BOUQUIN

AGENCE FINANCIERE DE BASSIN

"SEINE-NORMANDIE"

Etablissement Public de l'Etat

Loi du 16 décembre 1964

Décret du 14 septembre 1966

10-12, rue du Capitaine Ménard

75732 Paris Cedex 15

Téléphone : 575.62.26

CONVENTION

D'AIDE FINANCIERE

RELATIVE AU TRAITEMENT DES DECHETS

DANS UN CENTRE CONVENTIONNE

L'Agence Financière de Bassin "Seine Normandie", Etablissement Public de l'Etat, 10-12, rue du Capitaine Ménard, Paris 15e, représenté par son Directeur Monsieur Claude LEFROU, et désignée ci-après par le terme l'"Agence", d'une part, et l'attributaire indiqué au Titre II, et désigné ci-après par le terme "le titulaire".

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

Article 1 - Objet de la Convention :

L'Agence peut accorder une subvention sur le transport et le traitement, dans un Centre de traitement, des déchets industriels susceptibles de nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux.

L'objet de la présente Convention est de définir les conditions de la participation de l'Agence à l'élimination des déchets produits par le titulaire. Les modalités particulières en sont définies au titre II de la présente Convention.

Article 2 - Textes Généraux :

La participation de l'Agence au financement prévu par la convention se fait en application :

- du programme d'intervention 1982-1986 de l'Agence, adopté par le Conseil d'Administration de l'Agence.
- du budget de l'Agence.

Article 3 - Choix du Centre de traitement :

Le Titulaire peut faire traiter ses déchets par le Centre de son choix. Toutefois l'Agence n'apporte son concours financier qu'aux traitements effectués dans les Centres qui ont passé une Convention avec elle et qui disposent de filières de traitement adaptées à la nature des déchets considérés.

La présente Convention n'engage en aucune façon le Titulaire à s'adresser durablement ou exclusivement au Centre qu'il a initialement choisi. Toutefois tout changement de Centre par rapport à celui ou ceux mentionnés au titre II devra faire l'objet d'un avenant à la présente Convention.

Le Titulaire déclare connaître l'ensemble des dispositions de la Convention passée entre l'Agence et le ou les Centres retenus.

Article 4 - Nature et Quantité des déchets :

Le Titulaire déclare demander l'aide financière de l'Agence pour le Transport et le traitement des déchets énumérés au titre II de la présente Convention.

Toute modification, en nature ou en quantité, des déchets mentionnés au titre II devra, sur demande du Titulaire faire l'objet d'un avenant à la présente Convention.

L'Agence considère que le traitement de ces déchets ouvre droit à subvention.

Article 5 - Barème des prix de traitement - Prix de référence :

Les Centres Conventionnés ont un barème des "prix de traitement" de l'ensemble des déchets dont l'Agence est tenue informée.

De son côté, l'Agence détermine et publie annuellement des prix de référence "traitement" qui servent de plafond au calcul de la subvention comme indiqué à l'article 8 de la présente Convention.

Ces "prix de référence" sont affectés à une nomenclature mentionnée au titre II. La nomenclature est une liste de grandes catégories de déchets établie à la fois en fonction de la nature des déchets et du traitement pratiqué dans le Centre. Chaque catégorie est repérée par un numéro de code utilisé par l'ensemble des Centres Conventionnés pour l'établissement des factures et bordereaux de prise en charge.

Article 6 - Procédure :

Pour chaque livraison de déchets au Centre, le Titulaire s'engage à remplir directement ou à faire remplir par un tiers régulièrement mandaté par lui, un "bordereau de prise en charge" de ses déchets.

Ce document est établi au Centre lors de la réception des déchets. Il marque notamment le transfert de la responsabilité du déchet entre le Titulaire et le Centre. Il est contre signé par le contrôleur de l'Agence auprès du Centre. Il comporte un numéro d'identification qui est reporté sur la facture en même temps que données nécessaires à la facturation.

Il est établi une facture par livraison.

La facture fait apparaître séparément le prix du traitement et celui du transport si celui-ci a été assuré par le centre de traitement.

La subvention de l'Agence (transport et traitement) est déduite sur la facture délivrée par le Centre et remboursée directement par l'Agence à ce dernier.

Le montant des subventions reçues par le Titulaire lui sera notifié périodiquement par l'Agence. Il devra apparaître au crédit du compte d'exploitation, le montant facturé hors subvention apparaissant au débit.

Article 7 - Transport :

Le Titulaire peut assurer par ses propres moyens le transport de ses déchets au Centre ou confier cette opération à un transporteur de son choix.

Le transporteur peut être le Centre lui-même.

Quelle que soit la formule adoptée, le Titulaire reste seul responsable, vis à vis de l'Agence, de ses déchets jusqu'à leur arrivée au Centre.

Article 8 - Concours Financier :

Le concours financier de l'Agence est une subvention qui s'applique au transport et au traitement des déchets énumérés au titre II.

Les taux de subvention dépendent de l'année en cours conformément au tableau suivant :

1982 : 38 %	1985 : 32 %
1983 : 36 %	1986 : 30 %
1984 : 34 %	

Transport :

La subvention est calculée sur un prix hors taxes de transport à la tonne P, dénommée "prix de référence transport et déterminé en fonction de la distance par la formule $P = a + bD$ dans laquelle :

- "a" est un prix en francs par tonne indépendant de la distance
- "b" est un prix en francs par tonne et par kilomètre
- "D" est la distance en kilomètres entre le Centre et le Chef lieu du département où le déchet est produit (distance de référence) figurant sur le tableau joint en annexe.

Si le département du lieu de production est le même que celui du Centre la distance de référence retenue est égale à 25 km.

Au 1er janvier 1981 :

"a" est fixé à 65 F/T
 "b" est fixé à 0,30 F/T/km

"a" et "b" sont annuellement révisés et diffusés par l'Agence.

Traitement :

La subvention est calculée sur le prix net du barème hors taxes du Centre, lorsque ce prix dépasse le "prix de référence traitement", c'est ce dernier qui sert de base au calcul de la subvention de traitement.

L'Agence établit et diffuse chaque année le "prix de référence traitement" affecté à chaque catégorie de déchets de la nomenclature.

Article 9 - Dispositions techniques :

Le Titulaire s'engage à stocker ses déchets dans des capacités conformes à la législation sur les Installations Classées, et qui plus généralement, présentent toute garantie vis à vis de l'environnement (notamment existence de capacités de rétention évitant tout déversement accidentel).

Le Titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens de collecte et de stockage permettant d'éviter des mélanges inappropriés de déchets qui auraient pour conséquence une augmentation du coût de l'élimination ou de rendre leur traitement difficile dans des conditions techniques satisfaisantes.

D'une façon plus générale il s'engage vis à vis de l'Agence à respecter les dispositions réglementaires sur les déchets dont l'application pourrait être invoquée dans le déroulement de la présente Convention.

Le Titulaire s'engage enfin à fournir au Centre de traitement toute information en sa possession concernant la composition et les propriétés particulières des déchets à traiter.

Article 10 - Durée de la Convention :

La présente Convention est, dans le cas général, valable un an, renouvelable par tacite reconduction jusqu'au 31/12/1986, à partir de la date mentionnée au titre II.

Pour des cas particuliers (déchets produits de façon occasionnelle, ou pendant une courte durée etc...) la période de validité est celle indiquée au titre II.

Article 11 - Validité - Dispositions Particulières :

L'aide financière de l'Agence peut être suspendue de plein droit et sans préavis notamment dans les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas rempli l'ensemble des obligations qu'il a vis à vis de l'Agence au titre de la présente Convention au titre des Conditions Générales (titre I) ou des dispositions particulières (titre II), ou d'une façon plus générale en temps qu'utilisateur de Bassin "Seine Normandie" notamment s'il n'a pas acquitté les redevances dues à l'Agence.
- Le Centre vers lequel le Titulaire a envoyé ses déchets s'est vu retirer sa Convention par l'Agence.
- Le Centre vers lequel le Titulaire a envoyé ses déchets n'a plus de Convention en vigueur avec l'Agence.

SUBVENTION "TRANSPORT "

	:78520:	68490:	38790:	62190:	77290:	:72000:	76430:	:62710:	01150:	:76170:	67000:	93130:	94200:	42350:	85200:	57130:	59169:	:
	:SARP:	PEC:	PEC:	PEC:	GEREP:	SOAE:	SEDIBEX:	HBNPC:	PIAFORA:	COHU:	SPIRS:	SITREM:	TIRU:	SPUR:	SVR:	CEDILOR:	BCF:	:
(02 :LAON :	168 :	425 :	576 :	166 :	108 :	389 :	291 :	123 :	511 :	270 :	383 :	123 :	123 :	576 :	528 :	230 :	111 :	:
(:CHARLE-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(08 :VILLE :	307 :	423 :	585 :	206 :	264 :	428 :	335 :	161 :	519 :	315 :	312 :	235 :	235 :	585 :	623 :	160 :	149 :	:
(:TROYES :	215 :	329 :	398 :	322 :	150 :	325 :	328 :	288 :	335 :	308 :	335 :	174 :	174 :	398 :	468 :	209 :	150 :	:
(:CAEN :	158 :	728 :	681 :	295 :	238 :	150 :	82 :	320 :	690 :	82 :	685 :	235 :	235 :	630 :	348 :	250 :	150 :	:
(21 :DIJON :	379 :	241 :	246 :	494 :	303 :	430 :	482 :	451 :	183 :	462 :	320 :	322 :	322 :	246 :	536 :	242 :	150 :	:
(27 :EVREUX :	48 :	590 :	617 :	229 :	116 :	187 :	83 :	254 :	552 :	83 :	547 :	112 :	112 :	617 :	405 :	250 :	150 :	:
(:CHAR-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(28 :TRES :	83 :	554 :	511 :	293 :	124 :	120 :	159 :	280 :	468 :	159 :	533 :	98 :	98 :	460 :	328 :	250 :	150 :	:
(45 :ORLEANS:	137 :	502 :	438 :	342 :	148 :	138 :	231 :	309 :	421 :	231 :	522 :	127 :	127 :	387 :	281 :	250 :	150 :	:
(50 :ST LO :	221 :	786 :	718 :	353 :	301 :	202 :	141 :	378 :	748 :	141 :	743 :	293 :	293 :	667 :	333 :	250 :	150 :	:
(:CHALONS:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(51 :S/MARNE:	214 :	360 :	484 :	256 :	131 :	365 :	346 :	213 :	421 :	326 :	303 :	152 :	152 :	484 :	500 :	152 :	150 :	:
(:CHAU-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(52 :MONT :	310 :	234 :	349 :	391 :	245 :	420 :	423 :	348 :	286 :	403 :	264 :	269 :	269 :	349 :	563 :	161 :	150 :	:
(:BAR-LE-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(55 :DUC :	284 :	282 :	447 :	316 :	201 :	434 :	408 :	273 :	384 :	398 :	233 :	222 :	222 :	447 :	577 :	92 :	150 :	:
(58 :NEVERS :	292 :	383 :	281 :	461 :	228 :	299 :	388 :	428 :	264 :	388 :	510 :	247 :	247 :	230 :	365 :	250 :	150 :	:
(:BEAU-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(60 :VAIS :	68 :	556 :	591 :	143 :	106 :	279 :	152 :	146 :	526 :	132 :	521 :	86 :	86 :	591 :	474 :	250 :	147 :	:
(61 :ALENCON:	174 :	670 :	580 :	322 :	225 :	49 :	151 :	347 :	584 :	151 :	638 :	203 :	203 :	529 :	257 :	250 :	150 :	:
(75 :PARIS :	57 :	488 :	515 :	225 :	30 :	203 :	187 :	192 :	450 :	173 :	445 :	10 :	10 :	515 :	398 :	250 :	150 :	:
(76 :ROUEN :	73 :	611 :	638 :	177 :	153 :	214 :	25 :	202 :	573 :	25 :	568 :	134 :	134 :	638 :	402 :	250 :	150 :	:
(77 :MELUN :	103 :	451 :	469 :	271 :	25 :	235 :	216 :	238 :	404 :	202 :	426 :	56 :	56 :	469 :	386 :	250 :	150 :	:
(:VERSAIL-	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(78 :LES :	25 :	508 :	525 :	245 :	51 :	195 :	150 :	212 :	460 :	150 :	465 :	30 :	30 :	525 :	390 :	250 :	150 :	:
(89 :AUXERRE:	227 :	359 :	352 :	390 :	195 :	279 :	335 :	343 :	289 :	315 :	407 :	175 :	175 :	352 :	408 :	250 :	150 :	:
(91 :EVRY :	87 :	463 :	487 :	253 :	58 :	198 :	198 :	220 :	422 :	178 :	441 :	38 :	38 :	487 :	387 :	250 :	150 :	:
(92 :NANTERRE:	44 :	498 :	525 :	225 :	40 :	191 :	160 :	192 :	460 :	160 :	455 :	22 :	22 :	525 :	408 :	250 :	150 :	:
(93 :BOBIGNY:	67 :	498 :	525 :	225 :	21 :	213 :	180 :	192 :	460 :	180 :	445 :	25 :	17 :	525 :	408 :	250 :	150 :	:
(94 :CRETEIL:	67 :	478 :	515 :	235 :	35 :	213 :	182 :	202 :	450 :	182 :	435 :	18 :	25 :	515 :	398 :	250 :	150 :	:

7

104

- TITRE II -

CONVENTION N°

Raison sociale :

OCCASIONNEL (le cas échéant)

Adresse :

N° de Compte :

Désignation des déchets	Codes Déchets	Centre	Codes Centres	Quantités Annuelles
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:

PERIODE DE VALIDITE : DU au

DISPOSITIENS PARTICULIERES :

.....
.....
.....

SIGNATURE DU PRODUCTEUR

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE FINANCIERE
DE BASSIN SEINE-NORMANDIE

